

## Les stratégies de « »réforme» »

Après beaucoup d'hésitations, j'ai choisi d'intituler cette conférence : *Les stratégies de «réforme»*. Voici le plan de mon exposé.

L'introduction précisera de quelle histoire sémantique compliquée vient le vocable « »réforme» ».

J'examinerai (ou plutôt parcourrai) ensuite comment « réforme » s'est installé dans les débats du mouvement ouvrier en lien avec les objectifs de transformation sociale, ce qui ouvrit la voie à deux stratégies, l'une intégrant la «réforme» (ou plutôt la lutte pour des «réformes») comme un objectif en soi capable de graduellement modifier la physionomie du système capitaliste, autrement dit une stratégie *réformiste*, l'autre ne négligeant pas la lutte pour les «réformes» mais continuant à promouvoir des orientations de rupture avec l'ordre capitaliste.

Dans un troisième développement j'évoquerai ce qui distingue réformistes et révolutionnaires et je consacrerai un quatrième développement conclusif à quelques questions qui se posent aujourd'hui à propos de l'articulation «réformes»/issue révolutionnaire.

### 1 – «Réforme»/»réformes»

«Réforme» est, comme beaucoup de mots, polysémique : il détient de son histoire une grande variété de sens. C'est le substantif du verbe « réformer » issu du latin *reformare* qui signifie « rendre à sa forme initiale, rétablir ». Au figuré le verbe signifie « corriger ». Le *Littré*, qui est un dictionnaire arrêté au XIX<sup>e</sup> siècle, distingue neuf sens, parmi lesquels quatre concernent directement l'objet de notre propos. Les cinq autres ont trait à la «réforme» considérée sous la dimension de « mise à l'écart » (remplacement de quelque chose d'usé ou que l'on considère désormais inutile). Les quatre sens de «réforme» qui peuvent concerner ce dont il va être question, peuvent se regrouper sous deux ensembles.

Le premier est d'essence réactionnaire : il désigne un mouvement de restauration, de réinstallation en l'état de quelque chose qui a été altéré.

Le second est d'essence progressiste : la «réforme» peut signifier un changement en bien, notamment par rapport aux mœurs.

Comment situer dans la formation du sens du mot le mouvement intervenu au sein du catholicisme, sous l'impulsion de Luther, Bucer et Calvin notamment, qui prend la dénomination générique de «réforme» ? Le vocable «réforme» s'est imposé à partir de ses racines antérieures pour désigner l'action capable de provoquer des changements dans la discipline et la doctrine catholiques afin de les ramener à l'esprit originel du christianisme. Cela donne les dissidences protestantes et définit un état : *les Réformés*. *Les Réformés* se présentent donc comme les protagonistes du retour à des principes qui ont été abandonnés. Mais ce retour à des principes ne le place pas en position réactionnaire ainsi que le note Max Weber lorsqu'il souligne la correspondance de l'éthique protestante et de l'esprit du capitalisme.

En contre tendance à cette scission, l'Eglise catholique ne demeure pas inerte et développe à partir du Concile de Trente (1545-1563) ce que l'on désigne bientôt comme la « *Contre-réforme* » (ou la « *Réforme catholique* ») qui confirme les dogmes mis en cause par les *Réformés* et dote l'église catholique d'outils spirituels et matériels capables d'amorcer une reconquête partielle des régions acquises aux différentes églises protestantes.

En tout cas, cette acception de « réforme » est enregistrée dans les dictionnaires dès 1625 et, quinze années plus tard, reçoit un sens plus général. La «réforme» est dès lors également définie comme un changement apporté dans la forme d'une institution afin de l'améliorer, d'en obtenir les meilleurs résultats. «Réforme» prend la signification d'amélioration.

Mais du terrain religieux où il a surgi, le mot « réforme » se déplace assez vite sur le terrain politique. Ainsi, en Angleterre « réforme » est utilisé lors des débats sur le système parlementaire et la question du suffrage qui débouche en 1832 sur l'adoption du *Great Reform Bill*, un système électoral en progrès sur le précédent mais qui maintient néanmoins un régime censitaire. C'est ce système que le mouvement Chartiste, qui est une des matrices du mouvement ouvrier anglais,

tâchera d'améliorer quelques années plus tard, installant la question du suffrage au cœur des tâches démocratiques auxquelles le mouvement ouvrier doit participer.

La «réforme» s'applique on le voit à des réalités diverses mais a toujours le sens d'amélioration partielle ou progressive réalisée sans violence dès lors qu'elle concerne l'ordre social, ce qui l'oppose à «révolution». Nous voici déjà confrontés à la question dont nous souhaitons traiter celle des *stratégies de «réforme»*.

## **2 - «Réforme»/réformisme**

Avant d'aborder cette question il nous faut dire un mot sur les protagonistes de la démarche de «réforme». L'idée même de «réforme» a connu et connaît encore des conceptions qui délèguent aux philosophes, savants, experts une capacité à concevoir et mettre en œuvre des projets d'évolution des sociétés en relation avec des principes, souvent issus de la «raison» ou du «bon sens». Autrement dit des plans ou des principes d'organisation sociaux qui se pensent à partir d'objectifs idéaux ou de correctifs à apporter à l'existant. Peut-on considérer que les grandes réflexions sur l'organisation politique et juridique des sociétés que constituent par exemple *La République* de Platon, la *Politique* d'Aristote ou *l'Esprit des lois* de Montesquieu ont à voir avec l'idée et la démarche de «réforme» telles que je les ai sommairement définies ou ne dégagent-elles pas l'espace particulier d'une démarche *réformatrice*? Un débat pourrait s'ouvrir à ce propos.

Une orientation moins générale, moins «théorique», consiste à envisager de supprimer des défauts constatés et à réaliser des améliorations qui semblent souhaitables, possibles et nécessaires. Tout, dans cette perspective, étant améliorable le processus de «réforme» apparaît sans fin. Mais les «réformes» (et l'orientation de «réforme») sont alors exactement déterminées par les possibles qu'offre une société à un moment de son développement.

Mais avant de se confronter à cette question toujours très actuelle, il faut pénétrer quelque peu dans ce que fut (et demeure) le débat stratégique autour du concept de

«réforme» et de la stratégie qu'il peut induire (le «réformisme») au sein du mouvement ouvrier.

Référons-nous, de manière rapide, à ce que disent Marx et Engels de la lutte pour des «réformes» et de la révolution. Dès 1843, dans *La question juive*, Marx, évoquant l'émancipation politique réalisée par la bourgeoisie écrit : « *L'émancipation politique est certes un grand progrès ; elle n'est sans doute pas la forme ultime de l'émancipation humaine en général, mais la forme ultime de l'émancipation humaine à l'intérieur du monde qui a existé jusqu'ici* ». En conséquence on ne saurait se contenter d'une émancipation sectorielle car c'est l'ordre lui-même, tel qu'il « *a existé jusqu'ici* » qui doit être remplacé.

Dans *L'Idéologie allemande* (1846), ouvrage co-rédigée avec Friedrich Engels, cette analyse est ainsi complétée : « *Dans toutes les révolutions antérieures, le mode d'activité restait inchangé et il s'agissait seulement d'une autre distribution de cette activité, d'une nouvelle répartition du travail entre d'autres personnes ; la révolution communiste par contre est dirigée contre le mode d'activité antérieur, elle supprime le travail et abolit la domination de toutes les classes en abolissant les classes elles-mêmes* ». A la différence des révolutions qui jusqu'alors se sont produites et qui se contentaient de déplacer l'antagonisme de classes la révolution communiste doit supprimer tout antagonisme structurel et toute exploitation. La conséquence est l'impossibilité d'un quelconque compromis entre le mouvement ouvrier et la bourgeoisie. Celle-ci a, en effet, besoin que se perpétue la séparation bourgeoisie/prolétariat que combat le mouvement ouvrier. Cette situation détermine la portée des «réformes» que peut obtenir le prolétariat sous la domination bourgeoise.

Dans *La lutte des classes en France* (1850), Marx tire de la défaite des ouvriers français en 1848 la conclusion suivante : « *Seule la défaite convainc [le prolétariat] que la plus infime amélioration de sa situation reste une utopie au sein de la République bourgeoise, utopie qui se change en crime dès qu'elle veut se réaliser* ». Cette thèse sera ultérieurement quelque peu nuancée sans que son sens fondamental en soit cependant modifié. Dans *Salaires, prix et profit* (1865) Marx définit très précisément les limites du réformisme. Après avoir souligné que la classe ouvrière ne doit pas lâcher pied dans son combat quotidien contre le capital,

il indique que « *les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne* », qu'ils ne « *doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets...* ». Et Marx ajoute : « *au lieu du mot d'ordre conservateur : « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », ils doivent inscrire sur leurs drapeaux le mot d'ordre révolutionnaire : Abolition du salariat* ».

Ce texte résume très clairement la façon dont est pensé dans la tradition marxiste le couple «réforme»/révolution. La lutte pour les «réforme»s, notamment économiques, est partie intégrante de la lutte révolutionnaire, mais tant que subsiste l'antagonisme bourgeoisie/prolétariat toute «réforme» de fond est transitoire et incomplète.

Les analyses de Marx et d'Engels ne font pas l'unanimité dans le mouvement ouvrier. Ainsi, dans les années 1880, en Angleterre la Fabian Society, qui tire son nom du général romain Fabius Cuncator, célèbre pour obtenir des victoires sans jamais livrer bataille, prône une évolution vers le « *socialisme démocratique* » à partir d'une stratégie de persuasion des élites dirigeantes qu'il convient de convaincre de la nécessité de «réformes» planifiées et cohérentes.

En France se manifestent plusieurs courants d'idées qui se situent en relations compliquées avec le réformisme. Il en est ainsi des courants utopistes qui entendent créer des formes sociales idéales qui n'entrent en conflit que par leur extériorité avec la société bourgeoise. Le saint-simonisme appartient au courant du socialisme utopique mais vise à l'alliance des prolétaires et des industriels sur la base d'une rationalité économique. On notera aussi le grand impact du proudhonisme (notamment sur le mouvement syndical) qui cherche à parvenir à une rénovation progressive de la société par l'auto-organisation du prolétariat et le développement d'un mouvement coopératif.

La grande controverse à propos de la relation «réforme»/révolution se produit cependant à l'intérieur du courant marxiste lui-même lorsque Edouard Bernstein, dirigeant de la social-démocratie allemande, publie en 1897-1898 dans la *Neue Zeit* une série d'article sur les « *Problèmes du socialisme* » dont il systématise les idées quelques années plus tard dans le livre « *Socialisme théorique et social-démocratie pratique* ». Bernstein développe une « *théorie de l'adaptation du capitalisme* ». « *Toute cette théorie, écrit Rosa Luxemburg dans Réforme ou révolution, ne tend*

*pratiquement à rien d'autre qu'à nous conseiller de renoncer à la transformation sociale, au but final de la social-démocratie, et de faire, inversement, de la réforme sociale, simple moyen de la lutte de classe, son but. C'est Bernstein lui-même qui a formulé son point de vue de la façon la plus nette et la plus caractéristique, en écrivant : « Le but final, quel qu'il soit, ne m'est rien, c'est le mouvement qui est tout ».*

Bernstein considère que bien des analyses de Marx et d'Engels sont infirmées ou dépassées par l'évolution historique. Le parti social-démocrate allemand développe pour sa part une pratique légaliste, parlementaire, réformiste alors que sa théorie est restée révolutionnaire. Il convient donc, selon Bernstein, d'adapter la théorie à la pratique, ou, plus précisément de la réviser. Bernstein considère que l'influence de la dialectique hégélienne sur le marxisme a provoqué maintes erreurs en produisant des constructions spéculatives. Socialisme et révolution ont ainsi été confondus.

Les thèses de Marx sur la concentration du capital et la polarisation des classes sociales sont infirmées par l'évolution du capitalisme : le salariat se généralise mais de nouvelles couches moyennes émergent. Le nombre d'actionnaires se multiplie et donc le nombre de possédants. Les crises économiques ne s'aggravent pas et même si des crises sectorielles existent, le capitalisme est désormais à l'abri d'une crise générale. Dans l'ordre politique, Bernstein propose une *stratégie réformiste* (fondée sur l'utilisation du suffrage universel) ayant pour objectif un passage graduel au socialisme grâce à l'élargissement du secteur économique coopératif et l'approfondissement de la démocratie. A ce propos, il écrit : « *La démocratie est à la fois un moyen et un but. C'est un outil pour instaurer le socialisme et la forme même de sa réalisation* ».

Ces thèses font l'objet d'âpres polémiques auxquelles participent Karl Kautsky (*La révolution sociale*), Rosa Luxemburg («*réforme*» ou *révolution* ?) Georges Plekhanov (Articles et textes publiés en 1898-1899, notamment « *D'une prétendue crise du marxisme* », « *Bernstein et le matérialisme* », « *Pourquoi le remercier ?* ») et Vladimir Lénine. Il est reproché à Bernstein de mettre à bas la cohérence théorique des analyses de Marx en n'en critiquant que des aspects, de confondre dans l'ordre économique le conjoncturel et les tendances de long terme, de promouvoir, dans l'ordre politique, la collaboration des classes. Fondamentalement, ce que l'on appelle le « révisionnisme » de Bernstein consiste en l'abandon des

principes fondateurs de la doctrine pour s'adapter à la conjoncture. Le révisionnisme de Bernstein représente alors le courant le plus à droite de la social-démocratie.

Lénine, dans le cadre de la longue lutte qu'il conduit contre le « réformisme » est amené à élaborer un concept spécifique de « réforme ». Dans un article publié en 1907 et intitulé « *La plateforme de la social-démocratie révolutionnaire* »<sup>1</sup> il écrit ainsi : « *Une réforme diffère d'une révolution par le fait que la classe des oppresseurs reste au pouvoir et réprime le soulèvement des opprimés au moyen de concessions **acceptables** pour les oppresseurs sans que le pouvoir soit détruit* ». La « réforme » est donc une concession de la classe dominante qui ne met pas en péril son pouvoir. Il n'y a pas de « réforme » sans lutte de classe.

Dans un article publié en 1915 et intitulé « *Au secrétaire de la 'Ligue pour la propagande socialiste'* », il écrit : « *Aucune «réforme» ne peut être définitivement acquise, réelle et sérieuse si elle n'est pas soutenue par des méthodes révolutionnaires de lutte des masses* »<sup>2</sup>. Inversement toute lutte révolutionnaire produit nécessairement des « réformes » : « *Les réformes, sont un produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire* »<sup>3</sup>. Cette relation dialectique fonde toute sa critique du réformisme : c'est parce que les révolutionnaires ont toujours été à la tête de la lutte pour les « réformes » qu'il « *n'y a pas de voie réformiste* » écrit-il en 1913 dans un article intitulé *La bourgeoisie russe et le réformisme russe*. Parce que les réformistes limitent aux « réformes » les aspirations et l'activité de la classe ouvrière, le réformisme, précise-t-il dans le même texte, « *est une duperie bourgeoise à l'intention des ouvriers, qui resteront toujours des esclaves salariés, malgré des améliorations isolées, aussi longtemps que durera la domination du capital* ».

Lénine au cours du développement de la Révolution russe sera amené à reprendre la question des « réformes ». Il soulignera que Marx n'a évoqué la question qu'à propos de la période précédant la Révolution. Lénine entrera dès lors dans des considérations d'un autre type, intégrant la « réforme » comme l'expression possible

---

<sup>1</sup> OC, t. 12 p. 209.

<sup>2</sup> OC, t. 21, p. 440.

<sup>3</sup> O ; C. p. 46, article : *Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre (1921)*.

d'un compromis entre les classes en fonction des rapports de forces survenus au cours du processus de transformation sociale. Autrement dit dans ce que l'on appelle les questions de la transition.

### **3 - Réformistes et révolutionnaires**

Si je me suis un peu attardé sur ces débats du début du siècle dernier ce n'est pas parce que je considère que le dernier mot sur la question de la «réforme» y a été alors dit, mais parce qu'ils ont installé une grande césure, une césure durable, active jusqu'à aujourd'hui, dans les cultures ouvrières de transformation sociale consacrées par la Révolution d'Octobre 1917.

Au sein des avant-gardes les plus avancées, existe l'idée que les améliorations que peuvent obtenir les travailleurs ne peuvent résulter que de la confrontation de classe. La méfiance à l'égard de l'Etat bourgeois conduit ainsi les syndicalistes révolutionnaires à ne compter que sur les propres forces de la classe ouvrière. D'où l'idée de propulser des formes d'auto organisation de la classe dans de multiples domaines : entraide, protection sociale, culture, éducation. Cela conduit à se méfier des actions de l'Etat et des patrons paternalistes. On le sait, la jeune CGT a accueilli avec une extrême réserve la création du ministère du Travail, elle a contesté l'impartialité des inspecteurs du travail et proposé de leur substituer des inspecteurs ouvriers. Elle a combattu les manœuvres d'intégration institutionnelle de Briand et Millerand, elle s'est prononcée contre les procédures de conciliation et d'arbitrage, elle a combattu à juste titre le système de retraites par capitalisation imaginé avant la Première guerre mondiale et qui fut un retentissant échec. Longtemps, la classe ouvrière a entretenu des relations ambiguës avec le droit. Elle s'en méfie, le dénonce comme d'essence bourgeoise mais y recourt parfois pour se défendre. Elle ne dédaigne pas non plus, malgré les déclarations de principe, l'appui des parlementaires pour faire avancer certaines revendications. La République, en tant que forme politique lui est longtemps indifférente ou à réaliser comme « sociale », car elle en a subi la répression (1848) et se situe, en tant que classe, en extériorité avec la société bourgeoise mais elle finit par reconnaître, à l'occasion de février 1934, l'importance de cette forme politique.

Dans le même temps des courants s'expriment en son sein qui affirment un devoir d'auto organisation de la classe ou du moins des fractions les plus avancées. Il en



est ainsi dans quelques segments du mouvement mutualiste, dans les efforts consacrés à l'édification d'un système coopératif. Ce dernier contient une dimension qui concerne la production. Des pratiques de sous-entreprise ouvrière sont développées. Des ouvriers s'associent et passent marché avec un donneur d'ordres. Ils déterminent eux-mêmes leur salaire et rythment leur production. Ce sont là des conséquences de l'influence proudhonienne qui témoignent de l'idée qu'il est possible de s'extraire des dominations capitalistes. Il s'agit là de pratiques de contournement des aspects les plus brutaux de l'exploitation à partir d'une capacité ouvrière à auto-organiser des espaces d'autonomie ouvrière. On saura bien plus tard à quoi ont mené ces illusions plus ou moins vite rattrapées par la logique du marché capitaliste, mais qui ressurgissent aujourd'hui sous la bannière de l'équitable.

De fait vont longtemps se heurter deux conceptions qui reposent sur des lectures différentes de la fameuse « *double besogne* » dont parle la Charte d'Amiens et qui s'inspire d'ailleurs, René Mouriaux le souligne souvent, d'un texte bien oublié, rédigé par Karl Marx et adopté par le premier congrès de la 1<sup>er</sup> Internationale en 1866 et intitulé « *Résolution sur les syndicats* ».

Certes la « *première besogne* », autrement dit la lutte pour les revendications quotidiennes, est reconnue indispensable par tous mais d'aucuns y réduisent toute l'action syndicale. Les courants les plus radicaux déclarent, à l'inverse, ne jamais oublier le but de transformation sociale et en font même le principe de l'action syndicale qui culmine avant la Deuxième Guerre mondiale dans l'orientation de grève générale expropriatrice et se poursuit après 1918 dans les mobilisations construites autour d'une stratégie de prise violente du pouvoir et de dictature du prolétariat.

Au lendemain de la guerre de 1914-1918, la césure entre ces courants s'accroît en effet sous l'influence de la Révolution d'Octobre qui représente une donnée nouvelle de portée historique. Pour la première fois la construction d'une société socialiste et à terme communiste apparaît possible.

Dans l'entre-deux guerres, s'affirme en conséquence un double courant, l'un explicitement réformiste qui dans le champ politique est incarné par le Parti socialiste et dans le champ syndical par la CGT de Léon Jouhaux, l'autre, révolutionnaire, qu'incarnent le Parti communiste et la CGTU. La CGT prône une

politique de présence, recherche des négociations avec l'Etat et, dans une moindre mesure avec le patronat. Elle rêve à un parlement du Travail qu'elle tente d'ailleurs de mettre en place et accepte à la fin des années vingt le mauvais compromis des assurances sociales, prône des nationalisations industrialisées, propose au début des années 1930 des évolutions structurelles dans la logique du courant planiste, croit aux grandes régulations juridiques, internationales notamment. A l'inverse la CGTU combat les lois sur les assurances sociales, non point parce qu'elle en réfute le principe mais parce qu'elle considère que le patronat n'acceptera pas de les financer, elle est longtemps hostile aux nationalisations considérant que la question de l'appropriation collective ne peut être posée avant que la question de la nature du pouvoir d'Etat n'ait été résolue. Elle n'est pas favorable à un Plan d'origine syndicale bien qu'elle en propose un construits sur la satisfaction de revendications. Plus généralement elle conçoit l'action syndicale de classe comme une composante de l'action politique révolutionnaire. Elle ne croit pas que des «réformes» allant dans le sens des intérêts de la classe ouvrière sont possibles sous domination capitaliste où bien qu'elles portent en elles des éléments d'intégration de la classe. Ces positions se comprennent dès lors que l'on prend en considération le fait que la crise révolutionnaire apparaît imminente, ce qui est le cas jusqu'au début des années trente.

Un grand tournant, assez ambigu au fond, se réalise en 1935-1936. Le Parti communiste et la CGTU, confrontés au danger fasciste, donnent la priorité à l'unité et, sur la base du rapport des forces existant alors, acceptent les orientations de la CGT, notamment ses orientations planistes. Mais les gouvernements de Front populaire ne mettent guère en œuvre le plan de la CGT et il faut attendre le programme du Conseil national de la Résistance pour que soient précisés de grands bouleversements qui vont voir le jour dans les années d'après guerre : la mise en place d'un système de sécurité sociale, la réalisation de nationalisations, l'installation des comités d'entreprise.

S'agit-il là de «réformes» (au sens d'acquis partiels et précaires) où d'autre chose ? D'autre chose sans doute, dont la dénomination est délicate. Disons qu'il s'agit de grands compromis sociaux bâtis à partir du rapport de forces existant alors entre les classes et des besoins de reconstruction d'une dynamique capitaliste de nouvelle génération, largement inspirée des théories de Keynes. Dans les grandes

transformations opérées, la place des travailleurs n'est pas négligée dans son principe, mais l'on verra bientôt que cette immense concession fera l'objet d'attaques immédiates et incessantes.

Ne doit-on pas aussi formuler l'hypothèse que ces empreintes fortes mais ambiguës en raison d'une domination capitaliste de la société auraient sans doute pu avoir un rôle d'antichambre vers des mesures de transformation sociale plus radicales, si la détérioration du rapport des forces et la montée de la guerre froide n'avaient pas brisé la dynamique de la période de la Libération ?

En tout cas la société française a incontestablement pris à cette époque figure nouvelle bien que la domination capitaliste subsiste. On ne peut comprendre que la conjoncture transformatrice de la Libération puisse être examinée en dehors de l'influence du courant révolutionnaire qui se manifeste alors et du rôle qu'il peut imprimer aux fonctions étatiques elles-mêmes. Avancées importantes donc bien que souvent timides et dont le grignotage sera entrepris sans tarder.

C'est ce modèle social que Nicolas Sarkozy a déclaré devoir être détruit parce qu'obsolète du point de vue des conceptions libérales de l'heure.

#### **4 – «réforme»/issue révolutionnaire**

Réformer telle est désormais l'antienne servie chaque jour ou presque. Nous voici bien loin des âpres débats internes au mouvement ouvrier qui se déroulaient à propos des voies de la transformation sociale. La puissance et l'impertinence de l'usage du mot s'enracine de fait dans la liquidation de ce qui a été une recherche de transformation sociale. Non seulement la réaction entend prospérer sur les décombres d'une expérience historique mais elle avance sous le drapeau du changement. Elle entend dire que la société doit en permanence s'adapter, évoluer. Mais s'adapter à quoi, évoluer vers quoi ? Vers les horizons radieux que laissent entrevoir les principes de la concurrence libre et non faussée au demeurant quelque peu malmenés par la crise systémique que nous traversons mais qui doivent être sauvegardés pour l'essentiel. La stratégie de «réforme» que développe aujourd'hui la réaction est, à y regarder d'un peu près, assez grossière. Elle consiste en un détricotage méthodique des constructions et régulations sociales en place depuis plus d'un demi-siècle. Elle s'attaque aussi à des sujets sociétaux, se confronte à des questions nouvelles auxquelles elle apporte des réponses placées sous la ligne

immuable des dogmes capitalistes. Tel est le cas des questions de l'écologie et du développement. Questions immenses. Elle se fonde parfois sur des aspects un peu vieillissés des systèmes ou régulations existants, elle bénéficie souvent de l'appui des règles de droit européennes qui prônent des principes de libéralisme outrancier. Mais elle s'appuie aussi sur une capacité à capter une certaine aspiration au changement et fait passer les contre-réformes en disant que ce sont des «réforme»s. Le mot «réforme» qui avait, au fil du temps, pris la signification d'avancées positives se réduit à une capacité d'adaptation au marché dont les logiques sont inéluctables. La «réforme» peut s'identifier à des régressions. Les exemples sont innombrables. Je n'insiste pas.

Du côté des forces de transformation sociale, le mot est-il encore d'usage possible ? Et si oui dans quel sens, dès lors que l'on n'oublie pas le but révolutionnaire ?

Revenons à la « double besogne ». Depuis trente cinq ans le capitalisme est entré dans un nouveau cycle de crise structurelle. Cette situation a considérablement modifié les conditions de la lutte économique. La classe ouvrière a perdu beaucoup de batailles, notamment sur le front de l'emploi. Le chômage de masse et la précarité, sources de dislocation de la conscience de classe, se sont développés. Contrainte à la défensive, la classe ouvrière a riposté mais n'a guère marqué de points durables. Elle a, dans la même période, rencontré la désillusion politique d'un changement pouvant venir d'en haut, tomber du ciel en quelque sorte. Elle a subi l'assaut idéologique prolongé du libéralisme et a vu s'effondrer des références politiques longtemps constitutives d'espérances sociales.

C'est dans ce contexte que les forces réactionnaires ont avancé et ont tenté des manœuvres de division. Les idéologies et pratiques du donnant-donnant ont été développées. Les silos de grain à moudre qui avaient nourri bien des compromis dans la longue période d'essor de l'après guerre, se sont progressivement vidés. Le réformisme syndical classique de FO; de la CFTC, de la CGC et de la vieille FEN (reconvertie en UNSA) s'est vu priver d'oxygène. La CFDT a pris le relais des compromis ou plutôt des compromissions ainsi que l'a spectaculairement montré l'épisode des retraites en 2003.

Dans le champ politique le social libéralisme s'est installé majoritairement à gauche et la gauche d'alternative a bien du mal à surmonter ses préventions et à s'unir autour d'un projet.

La lutte pour la préservation des situations positives pour les salariés, s'est donc déroulée sur un très longue période dans ce contexte défavorable et a exigé tout à la fois une intense bataille idéologique et beaucoup de mobilisations. Cette action a relevé en définitive de la première de la fameuse « double besogne » évoquée dans la Charte d' Amiens. Défensive elle n'a pas impliqué le statu quo. Elle a construit son argumentation à partir d'une évaluation critique de l'existant mais a visé à améliorer celui-ci. Elle s'est donc extournée par principe de toute logique de régression et a visé à des avancées nouvelles. Elle a cherché à promouvoir l'intervention des travailleurs dans la gestion, a multiplié les contre propositions. Les résultats de ces batailles sont contrastés.

Contraint à la défensive et ripostant aux attaques avec plus ou moins de bonheur, le mouvement syndical a néanmoins tenté de proposer. La CGT est ainsi à l'origine, dans le champ syndical, de deux propositions dont il faut apprécier la nature : la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle et d'un nouveau statut du travail salarié.

Ces deux propositions ont pour caractéristique de se situer comme réalisables à l'intérieur même d'une société pilotée par les logiques capitalistes. Elles ne provoquent pas de rupture inconciliable avec le système bien qu'elles amorcent de fait le dépassement partiel du marché du travail et du salariat capitaliste.

Parlons clairement : l'expérience historique d'une transformation sociale radicale issue d'un processus violent et ayant produit, par de larges contraintes, des transformations sociales ayant échoué, la stratégie et les conceptions qui en découlaient ne sont plus à l'ordre du jour, dans les pays développés du Nord en tout cas. Il découle de ce fait que le couple réforme/révolution tel qu'il était pensé au début et au cours du XX<sup>e</sup> siècle doit être réexaminé sans que l'on oublie les éléments d'analyse fondamentaux qui se sont exprimés dans ce cadre et qui gardent leur pertinence. Faudrait-il, par exemple, conclure des échecs rencontrés qu'une transformation *graduelle* du capitalisme est possible ? Ou même qu'un aménagement des fonctionnements les plus brutaux et irrationnels du capitalisme suffiraient à le rendre acceptable et pertinent en tant que solution éternelle ?

On entend, dans les séismes provoqués par la crise actuelle beaucoup de propos dans ce sens. Le réformisme trouverait dans ces ajustements du capitalisme un espace nouveau. Il existe dans le mouvement syndical des courants issus notamment de la tradition chrétienne (fondée sur la doctrine sociale de l'Eglise) qui sont tout à fait disposés à emprunter un tel chemin. Mais d'autres courants peuvent être (et sont) concernés par cette tentation de régulation du capitalisme, dès lors qu'ils réduisent dans les faits l'intervention syndicale à la seule première besogne.

Pour tous ceux qui maintiennent dans l'horizon la perspective de la transformation sociale, les questions ne peuvent être posées ainsi et ils doivent convenir qu'elles ne peuvent s'inscrire dans les limites de la seule réflexion syndicale. Nous rencontrons ici la question compliquée des relations que le syndicalisme inscrivant la transformation sociale comme intégrée à sa raison d'être, entretient nécessairement avec la politique. Relation qui ne se réduit pas aux relations avec les partis.

Le syndicalisme de transformation sociale ne peut se passer d'une vision historique. Certes, il n'a pas vocation intrinsèque à produire de la théorie, mais il doit se situer par rapport aux théories de la transformation sociale, en premier lieu par rapport au marxisme tel qu'il se renouvelle. La question du marxisme ou plutôt de la nécessité de « *penser avec Marx aujourd'hui* » ne procède pas d'une référence liturgique. La crise a rétabli la pensée de Marx comme incontournable. Le spectacle est parfois assez cocasse, certains y cherchant des recettes, d'autres célébrant des pertinences partielles, autant de manières de dévitaliser sa pensée.

Car la question posée est bien celle d'un dépassement du capitalisme au sens où l'entendait Marx, c'est-à-dire la suppression de la forme antagonique et transitoire du développement humain qu'il représente afin, comme l'écrit Lucien Sève<sup>4</sup>, de « *maintenir et promouvoir sous des formes nouvelles les contenus antérieurement acquis* ».

Quel chemin peut prendre cet objectif ? Autant je pense qu'il n'y a pas de recette autant j'estime qu'il est possible de penser les principes d'un tel processus. Il faut d'abord répondre à la question suivante : le processus révolutionnaire se réalisera-t-il selon la logique d'une *guerre de mouvement* ou selon celle d'une *guerre de position*, pour reprendre la distinction d'Antonio Gramsci ?

---

<sup>4</sup> *Commencer par les fins. La nouvelle question communiste*, p. 96.

Si l'on s'inscrit dans la perspective d'évitement d'une confrontation violente (mais l'histoire peut bien sûr en décider autrement) ce qui ne signifie aucunement l'affaiblissement de la confrontation des classes, la question est posée de l'engagement d'un long processus construisant un rapport de force favorable à la classe ouvrière. Lucien Sève indique qu'apparaît ici un nouveau concept de révolution qu'il propose de nommer « révolution évolutionnaire », en retournant « l'évolution révolutionnaire » dont parlait Jaurès.

Autrement dit comme le disait Engels en 1883, « *un processus de développement des masses qui, même dans des circonstances qui s'accélèrent, prend des années* ».

Une période donc au cours de laquelle se mène la bataille pour l'hégémonie c'est-à-dire l'affirmation d'idées et de positions au sein des divers compartiments de la société et de l'Etat lui-même, qui installent un projet social global.

Il s'agit donc d'un processus de désaliénation du politique dont le cœur ne se trouve pas seulement dans l'Etat (ce qui était, on s'en est rendu compte, au cœur de la logique de prise du pouvoir et de continuation de l'Etat) mais dans la société toute entière. Cette réappropriation du pouvoir effectif vise à provoquer l'extinction de l'Etat tel qu'il a jusqu'alors existé par la montée en puissance de la politique. L'avenir ne se conçoit pas comme on a pu le dire et le croire (mais rarement le penser) comme une administration sans horizon des choses mais comme un autogouvernement orienté des hommes.

Si l'on admet une perspective ainsi sommairement évoquée, on écarte toute voie et issue réformiste. On se propulse dans une démarche exigeante, radicale. On retrouve l'articulation de la double besogne débarrassée de la logique du Grand soir. La formulation, dans l'ordre syndical (mais cela rejoint substantiellement l'ordre politique) de grands objectifs de révolutions évolutionnaires, suppose bien sûr que l'on bâtisse ces derniers à partir de l'objectif constamment affirmé d'émancipation du salariat.